
De la résistance à la Révolution

RéSISTANCES



Février 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet N°3



SOMMAIRE

Page 1 : Haïti
Page 2 : Les Régionales - Batera
Page 3 : Dassault- Bonnet Névé
Page 4 : HLM - LGV
Page 5 : Pôle emploi
Page 6 : Les luttes
Page 7 : Mobilisations - Film

http://comite-anglet-npa.blogspot.com
contact: capnpa@orange .fr /
06 11 52 01 75

HAITI : UNE CATASTROPHE PAS SI NATURELLE

La télévision, les journaux, les radios nous ont très largement informés des conséquences dramatiques du tremblement de terre qui a détruit toute une partie de la République de Haïti, faisant probablement une centaine de milliers de morts et autant de blessés. Pourtant, à y regarder de plus près, la nature est-elle vraiment la seule responsable d'une telle tragédie humaine ? La réponse est non. Il faut savoir que chaque année on enregistre à la surface du globe environ 150 tremblements de terre d'une amplitude comparable à celui qui a frappé l'île antillaise. Sans qu'il y ait autant de morts, de disparus et de blessés. Bien mieux une équipe de scientifiques franco-anglo-américaine, qui a recensé tous les séismes qui se sont produits de 1900 à nos jours, a démontré que le nombre de victimes n'était lié ni à l'amplitude de l'activité sismique, ni même à la densité de la population mais à la richesse - ou plutôt à la pauvreté - des pays touchés. Plus le pays est pauvre, plus le nombre de victimes est élevé. Et Haïti, qui au cours de son histoire a été pillée par l'Espagne, étranglée par la France et occupée par les États-Unis, est un des pays les plus misérables du monde dont 70 % de la population habite dans des bidonvilles et 78 % vit avec moins d'un euro et demi par jour. En fait les constructions faites de bric et de broc, les infrastructures à bout de souffle et les moyens de secours pratiquement inexistants ont considérablement amplifié, en terme de bilan humain, les conséquences du tremblement de terre.

A Haïti la pauvreté a tué autant, voire beaucoup plus, que la nature. Et cette pauvreté n'a rien de "naturelle". Elle est la conséquence directe de l'exploitation sans frein de la planète par une bande de nantis, exploitation qui laisse sur le bord de la route des milliards d'êtres humains démunis de tout et sans défense face aux catastrophes, naturelles ou non. GÉNÉROSITÉ ? Il paraît que les grandes puissances ont fait montre d'une générosité sans précédent en faveur des Haïtiens. Tout est relatif. Ainsi l'ONU a recueilli un total de 1,6 milliard de dollars de contributions des Etats ...à comparer avec les 4,8 milliards de dollars de bénéfice réalisé au seul dernier trimestre de 2009 par Goldman Sachs, la principale banque privée nord-américaine. ✪

ÉLECTIONS REGIONALES

TOUT CHANGER, RIEN LÂCHER !

Edito

Le mois prochain nous sommes appelés à nous rendre aux urnes pour élire le Conseil régional d'Aquitaine. Nous ne reviendrons pas sur les pouvoirs limités de ce dernier, tant dans le domaine politique qu'économique, pouvoirs qui - avec la réforme en cours que nous concocte le gouvernement – risquent d'être encore plus réduits à l'avenir. Une défaite de l'UMP et de ses alliés, camouflet pour Sarkozy, serait forcément bien accueillie par la population laborieuse qui hait ce régime arrogant, généreux pour les riches et les entreprises du CAC 40, dur pour les simples salariés, les chômeurs, les petits paysans et artisans et celles et ceux qui galèrent tous les jours.

Rappelons-nous cependant qu'en 2004, le Parti socialiste et ses alliés (principalement le P.C.F. et les Verts) avaient souffleté l'UMP en gagnant 20 Régions métropolitaines sur 22... mais que la gestion de ces Régions par la Gauche ne s'est guère différenciée des gestions de Droite. Quant à Sarko et à ses amis du MEDEF, ils ont poursuivi leurs mauvais coups contre le monde du travail, rognant sur les salaires et les prestations sociales, démantelant les services publics. Ce que craignent les exploiteurs, c'est la mobilisation des travailleuses et des travailleurs, des masses laborieuses dans les usines, les bureaux, les chantiers, la rue. Ils redoutent la convergence des luttes, le "toutes et tous ensemble" des opprimé(e)s et des exploité(e)s.

Ce n'est que cela qui pourrait les faire reculer et permettrait d'obtenir l'interdiction des licenciements; le SMIC, pensions et revenus sociaux à 1500 euros nets mensuels, une augmentation générale des salaires de 300 euros; le retour aux 37,5 annuités pour tou(te)s sans recul de l'âge du départ en retraite, etc. Alors oui une élection est utile... pour populariser ces idées, pour montrer que si l'on veut TOUT CHANGER, faire payer la crise à ses responsables - les capitalistes - il faut aller chercher l'argent là où il se trouve, c'est à dire dans leurs poches. Et NE RIEN LÂCHER sur le plan d'urgence sociale à mettre en oeuvre pour que les classes populaires arrêtent de payer les pots cassés. Ce sont ces idées et ces objectifs que défendent les listes soutenues par le NPA.

Des élus du NPA seront, au sein des Conseil régionaux, les porte-parole et les défenseurs intransigeants des masses populaires et de leurs revendications. Ils dénonceront sans relâche les cadeaux faits aux entreprises et à l'enseignement privé et demanderont la gratuité des transports en commun. En vue de ces élections le NPA a fait de nombreux efforts et de nombreuses concessions pour tenter de se présenter en commun avec les composantes du Front de Gauche, c'est à dire essentiellement le Parti Communiste et le Parti de Gauche. Mais si l'accord n'a pas été possible, c'est que le Front de Gauche ne tient pas à rompre clairement avec les orientations néo-libérales du Parti socialiste et de ses alliés qui consistent, tout en le critiquant en parole, à s'accommoder avec le capitalisme et à faire sur le terrain une politique guère différente de celle de la Droite. Le 14 mars, en votant NPA, vous aurez la possibilité de marquer clairement votre refus de la Droite sans pour autant cautionner une fausse Gauche dont la seule ambition est de prendre sa place. Le 14 mars 2010, votez et faites voter pour le NPA. ✪

BATERA CONSULTE

Lors du scrutin pour les élections régionales, la plateforme Batera organise, dans plusieurs dizaines de communes du Pays Basque, une consultation citoyenne pour apporter une réponse à la question : *«Etes-vous favorable à la création d'une collectivité territoriale Pays Basque ?»*. Cette consultation fait suite au refus des pouvoirs publics d'organiser un référendum sur la question du département Pays Basque, alors que Batera avait recueilli 36 000 signatures favorables. Devant ce déni de démocratie, Batera a raison de persévérer. Nous appuyons cette consultation, tout en étant réservés sur ce qu'une telle collectivité pourrait répondre aux principales revendications économiques et sociales de la population laborieuse. ✪



Dans les entreprises



DASSAULT JOUE LES PROLONGATIONS

Depuis le mois de septembre 2009 a été mise en place une mesure de chômage technique de 6 jours par mois, sur différents sites du groupe et ce pour une durée de six mois.

Cette mesure devait donc cesser fin février. Or, lors du dernier comité central d'entreprise, il a été annoncé que cette mesure serait prolongée jusqu'à fin mai. Dans les mêmes conditions pour les groupes de Séclin et d'Argenteuil, mais sur le site de Biarritz au lieu de 6 jours ce seront 3 jours qui seront chômés, et 5 jours sur le site de Martignas.

C'est encore une fois le prétexte de la crise qui est utilisé pour imposer aux travailleurs de chez Dassault des horaires de travail fluctuants, qui sont tout bénéfice pour l'entreprise puisque le chômage technique n'est pas rémunéré par elle. Et quand les commandes afflueront, les salariés devront faire des heures supplémentaires !

Les sommes ainsi économisées sur les salaires permettent de maintenir le versement de dividendes aux actionnaires, qui eux, n'en doutons pas, ne connaissent ni la fluctuation des versements ni la crise !

Rappelons que lors du comité central d'entreprise de mars 2009 quand, face à la situation économique difficile était annoncé que serait certainement envisagée une mesure de chômage technique, le comité directeur décidait d'augmenter le salaire du Pdg du groupe de 4.50 % auquel s'ajoutaient 44000 euros de jetons de présence.✪

BONNET NEVE A LA SAUCE « LEAN »

Bonnet Névé, usine basée à Hendaye, fabrique des vitrines frigorifiques pour les grandes surfaces et emploie environ 350 personnes dont 220 dans l'atelier.
Bonnet Névé a installé depuis janvier 2009 un nouveau procédé de fabrication : le *« lean manufacturing »* ; c'est le système Toyota, bien connu dans les entreprises automobiles.
Le but est d'augmenter la productivité : le temps de montage d'une vitrine est passé de 14 à 10 mn sans augmentation de personnel bien sûr; aussi tout est fait pour supprimer les gaspillages , au niveau du matériel comme du travail humain. La maitrise exerce une pression permanente sur l'ouvrier pour que les cadences soient respectées. Les passages à l'infirmerie sont en augmentation, dus au stress et aux accidents de plus en plus fréquents vu les cadences imposées; le « Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail » a dû intervenir à plusieurs reprises au niveau de la direction.

On assiste à un véritable retour aux « Temps Modernes » de Chaplin ; avec un système comme le « lean », l'ouvrier est cloué à sa machine, pas une seconde ne doit être perdue !

De plus, le travail à flux tendus engendre une flexibilité accrue; les intérimaires en sont les premières victimes : la durée des contrats est passée d'un mois à une semaine.

Si le travail s'intensifie, les salaires ne suivent pas, au contraire ; ainsi les augmentations individuelles promises en début d'année 2009 ont été annulées.

Tout cela entraine un mécontentement général chez les ouvriers et une tension accrue entre ces derniers et la hiérarchie.✪





Logement social : Pas le souci de nos gouvernants



Conséquence de la loi Boutin d'avril 2009, les immeubles seront divisés en six catégories, de « l'entrée de gamme » au « standing », suivant leur qualité, leur situation géographique etc... D'une part, on peut s'attendre à des hausses de loyers. D'autre part, il y aura inévitablement de nouvelles divisions entre des zones «pauvres» et d'autres plus favorisées. De plus, l'Etat veut accélérer la vente d'HLM : Benoit Apparu, secrétaire d'état au logement, chiffre à 2 milliards les fonds dégagés par la vente de 40 000 logements sociaux (objectif annuel datant de 2007, loin d'être atteint à ce jour). Ses intentions apparaissent clairement : faire payer les locataires pour compenser le désengagement de l'état en matière de construction de logements. C'est la «solution» version gouvernementale: trouver des nouveaux propriétaires qui paieront à la place de l'Etat !

La pénurie de logements sociaux est énorme. Il y a plus d'un million de demandes alors que la construction a nettement reculé en 2009 (baisse de 19,2% par rapport à 2008, tous types de logements confondus).

Sur le BAB, 7 000 dossiers de logements sociaux sont en attente. Le PUL (Plan d'Urgence Logement) prévoit d'en construire seulement 1090 sur la CABAB dans la période 2009-2013. A Anglet, commune où les réserves foncières sont les plus importantes, le logement social représente à peine 9% du parc immobilier alors que la loi SRU en exige 20%. La nouvelle municipalité se dépêche lentement de combler le manque puisqu'elle prévoit d'arriver à peine à 12% en fin de mandature ; et pourtant, elle bénéficie de projets mis en place par la municipalité antérieure (terrain Gaujacq, jardins d'Eugénie). Mais il y a des choix à faire : elle ne peut à la fois construire une nouvelle salle de concerts (projetée à Quintaou, pour un coût de 9 millions d'euros), planifier la rénovation de la place des 5 Cantons (pourtant non indispensable) et...décréter l'état d'urgence pour le logement social. Pourtant, un toit, c'est un droit et l'un de nos premiers besoins. ✪

L'Europe des luttes à Hendaye, contre la L.G.V.

Enorme manifestation : 15000 personnes se sont retrouvées samedi 23 janvier à Hendaye pour le 2ème rassemblement des anti-LGV au Pays Basque.

Des opposants venant d'Italie, de l'Etat espagnol, du Pays basque sud et de tout l'Hexagone qui luttent contre la construction de nouvelles LGV et qui savent que l'union fait la force pour faire entendre nos voix. Ils ont élaboré la « Charte européenne d'Hendaye » demandant aux gouvernements, entre autres choses, l'arrêt immédiat des travaux engagés, la mise en place d'un débat public européen sur tout ce qui concerne le transport et que soit prise en compte l'expression de la population contre ces projets de lignes à grande vitesse, ainsi que la nomination



d'un médiateur.

Le Cade (Collectif d'associations de défense de l'environnement) organisera un référendum sur la LGV lors des élections régionales dans certaines communes du Pays basque et des Landes concernées par le projet. De plus, il a d'ores et déjà appelé par la voix de son porte-parole Victor Pachon à ne pas donner une seule voix aux candidats soutenant ce projet car le soutenir c'est être contre la population.

Prochain rendez-vous le 6 février, journée sur le ferroutage organisée par Bizi, le Cade et la CGT cheminots. ✪





Pôle Emploi De mal en pis



3,5 millions de chômeurs ont tenté leur chance





A qui le tour ?

On a célébré le mois dernier le 1er anniversaire du Pôle Emploi, la structure née de la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC. En mettant en place cette réforme le gouvernement affirmait qu'il allait rationaliser les choses en permettant à un agent unique de faire les inscriptions, de s'occuper des indemnisations et de mettre en œuvre, pour chaque chômeuse et chaque chômeur, un placement personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE).

Un an après la situation est catastrophique. L'augmentation considérable du nombre de demandeurs d'emplois, les sous-effectifs, et les pressions exercées sur les agents pour "faire du chiffre" (tant en termes de placement, de radiations que de dossiers traités chaque jour) n'ont nullement amélioré la qualité du service, ni pour celles et ceux qui y travaillent, ni pour celles et ceux qui s'adressent au Pôle Emploi (qui ne sont plus des usagers mais des "clients"). La promesse de Laurent Wauquiez, le secrétaire d'État à l'Emploi, selon laquelle chaque agent n'aurait à s'occuper que d'une soixantaine de dossiers est de l'ordre de la plaisanterie. On en est actuellement à une moyenne nationale d'une centaine de dossiers, chiffre qui peut monter localement à 120 à Bordeaux ou à ...180 comme sur le site de Biarritz.





SOUS-EFFECTIFS CHRONIQUES

Quoi d'étonnant à cela ? Avec des sous-effectifs chroniques le personnel du Pôle Emploi a dû faire face à une véritable marée de nouveaux inscrits, le nombre de demandeurs d'emplois ayant par exemple augmenté de plus de 20 % en un an (octobre 2008 - octobre 2009) dans la zone couverte par le site de Saint-Jean-de-Luz . Pas étonnant dans ces conditions que l'on ait dénombré cinq tentatives de suicides sur le lieu de travail à la fin de l'an dernier, que 71 % des agents estiment la situation tendue et que 58, 5 % pensent que leur santé en est directement affectée.

EFFETS SUR LES DEMANDEURS

Côté demandeurs d'emplois on a souvent l'impression que le traitement des dossiers traîne en longueur, que les entrevues sont de simples formalités sans réelle consistance et que les queues s'allongent chaque jour un peu plus. D'où une agressivité accrue et des "pétages de plomb" fréquents dont les agents, qui n'y peuvent pas grand chose, sont les premières victimes. Comme le résumait fort bien un agent interviewé par "Sud Ouest" lors de la manifestation du 20 octobre dernier : *"le plus difficile, c'est d'avoir la sensation de ne plus y arriver, d'être débordé et incapable d'apporter la réponse au demandeur d'emploi qui la formule. On nous parle de chiffres et on oublie l'humain, essence même de ce travail qu'on nous dit encore aimer".* ✪



en luttes

• CAF DE BAYONNE
Les employés de la Caisse d'Allocations familiales de Bayonne le 28 janvier, pour protester contre le non remplacement de départs à la retraite (suppression prévue de 7 postes en trois ans), des salaires insuffisants, pour exiger une reconnaissance de leurs métiers et le remplacement des CDD par des emplois stables. Le même jour, dans l'Hexagone, ce sont les personnels de la Sécurité Sociale qui étaient appelés à se mobiliser pour des raisons semblables.

• MANIF EDUCATION NATIONALE
Plus de 12 000 manifestant(e)s le 30 janvier, contre les suppressions de postes dans l'Education Nationale

• CHEMINOTS
Les cheminots, le 3 février, contre les suppressions d'emploi et la dégradation du service public de la SNCF, aujourd'hui dans le viseur du gouvernement, après France Télécom, EDF-GDF et la Poste.

• PRIVE
Les travailleurs de nombreuses entreprises du secteur privé, le plus souvent pour des augmentations de salaire et contre des suppressions d'emploi. Xavier Darcos, ministre du travail, reçoit des comptes rendus réguliers sur les mouvements sociaux ; pour la période fin 2009 – début 2010 est mentionnée *« une forte activité sur le champ des conflits collectifs »*.✪

Et après la grève du 21 janvier ?



Jeudi 21 janvier les syndicats CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont appelé à une journée d'action des personnels de la Fonction publique. Une manifestation a eu lieu à Bayonne qui a rassemblé plus de 1500 personnes.

Il faut dire que la casse des services publics s'intensifie, s'accompagnant de la dégradation des conditions de travail des fonctionnaires : non remplacement du personnel partant en retraite, suppression de postes et fermetures de classes dans l'Education nationale, suppression de la taxe professionnelle et réforme des collectivités territoriales, etc. Il en est de même dans tous les secteurs de la Fonction publique (hôpital, transports, impôts, trésor, privatisation de la Poste...).

Cette journée du 21 faisait suite à de nombreuses grèves éparpillées. Le problème actuel des luttes est qu'elles restent sectorisées, étalées, alors qu'il faudrait les unifier en un mouvement d'ensemble, ce que refusent les confédérations syndicales comme les partis de la gauche traditionnelle.

Le monde du travail subit des attaques de plus en plus violentes ; dans le public comme dans le privé, elles se traduisent par une augmentation du chômage et de la précarité ; des salaires, pensions, minima sociaux très insuffisants ; une dégradation de la vie au travail. C'est bien pour cela qu'est nécessaire la préparation d'une grève générale, seul moyen pour faire reculer gouvernement et Medef.

Une assemblée générale, où l'on aurait pu débattre de tout cela, avait été décidée en coordination syndicale départementale avant la manifestation, à Bayonne comme à Pau. Mais les syndicats Cgt de la fonction publique de Bayonne ont décidé de la supprimer, on peut se demander pourquoi ? Jugent-ils le débat dangereux ? Pourtant, comme ils le disent, tout doit partir de la base et quelle meilleure occasion qu'une assemblée générale regroupant des grévistes de tous les secteurs pour entendre celle-ci !

A nous de débattre dans nos lieux de travail, au sein de nos syndicats, sur la question aujourd'hui vitale : préparer un vrai Tous Ensemble ! ✪



SOUTIEN à EUSKAL HERRIKO LABORANTZA GANBARA

Il y a un an, le préfet a fait appel contre le jugement du tribunal de Bayonne qui s'était prononcé en faveur de EHLG (la Chambre d'Agriculture du Pays Basque).
Une première mobilisation a lieu
le samedi 6 février à 11h à Bayonne, sous la forme d'une chaîne humaine entre la maison de René Cassin et la sous-préfecture. Et le procès en appel se tient le 18 février à Pau ; des départs en bus sont organisés.Soyons nombreux à soutenir EHLG !

Le 7 février à Donosti



L'Union Européenne organise une rencontre sur la compétitivité les 7, 8 et 9 février à Donostia-Saint Sébastien. De nombreux ministres des différents pays européens sont attendus pour vendre cette compétitivité comme un concept positif alors qu'elle entraine chômage, précarité, misère, guerre pour les peuples et détruit la planète. De nombreuses organisations politiques et syndicales appellent à la mobilisation, en particulier le dimanche 7 février à midi pour une grande manifestation sous le mot d'ordre : « *Contre l'Europe du capital, Pour l'Europe des travailleurs et des peuples* ».



POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN

Signez massivement la pétition sur le site du collectif Oldartu http://oldartu.toile-libre.org/

CULTURE Encore dans les salles :

INVICTUS

Ce film de Clint Eastwood relate l'épisode de la coupe du monde de rugby de 1995 en Afrique du sud qui servit de support à Nelson Mandela pour rapprocher ses compatriotes entre eux dans cette période post-Apartheid. Le film raconte l'idée du président Nelson Mandela (Morgan Freeman) fraîchement élu qui, contre l'avis de tous ses collaborateurs, s'investit auprès même du capitaine des Springboks : François Pienaar (Matt Damon), pour mettre en pratique son voeu de l'unification de son peuple.

L'équipe nationale de rugby ayant été mise à l'index des compétitions internationales pour cause d'apartheid n'a selon la plupart des spécialistes aucune chance de remporter la compétition. Nelson Mandela rencontre alors personnellement le capitaine de l'équipe et lui transmet son expérience de 27 années de captivité et lui parle d'un poème de William Ernest Henley : INVICTUS, auquel il se raccrochait dans les moments difficiles. François Pienaar s'imprègne du poème et de la force morale du président pour amener son équipe à se surpasser.





On aurait aimé une bande son plus étoffée de chants sud africains, et les puristes auront remarqué quelques petites libertés sur les règles rugbystiques.

Un très beau film empli d'émotions avec la narration du cheminement philosophique de Nelson Mandela qui pardonna à ses geôliers ; un casting très réaliste pour ce qui est des joueurs de rugby de l'époque. A voir absolument !